

Au titre de l'article 1147 du code civil, le non respect de ses obligations par un débiteur peut engager sa responsabilité civile et entraîner sa condamnation au paiement de dommages et intérêts. Il est donc important d'identifier précisément les obligations auxquelles est tenu de ce dernier. Demogue a apporté une nouvelle distinction des obligations, basée sur la variabilité des contrats, en sus de la classification classique des obligations : les obligations de moyens et de résultat. Cette distinction s'effectue en fonction de la nature du contrat liant les parties, de ses caractéristiques et de ce que l'une et l'autre des parties est en mesure d'attendre.

L'obligation de sécurité constitue une obligation accessoire. Elle n'est pas l'objet du contrat principal mais représente cependant une obligation légale pesant sur le débiteur. Ainsi, en sus de l'obligation contractuelle principale, ce dernier se doit de mettre tous ses efforts en œuvre pour favoriser la sécurité du créancier et peut même parfois être obligé de la garantir. Cette obligation de sécurité légale et accessoire au contrat principal représente une garantie non négligeable pour le créancier. Sans cette dernière, les créanciers seraient certainement et à juste titre plus réticents à contracter, au vu de la prise de risque que cela représenterait.

Nous étudierons, dans une première partie, les obligations de sécurité de moyens à travers différents types de contrats y obligeant, en principe le débiteur et nous intéresserons ensuite aux obligations de sécurité de moyens et aux contrats y obligeant, toujours en principe, le débiteur. L'objectif n'est pas ici de dresser une liste exhaustive de contrats tenants en principe, le débiteur à une obligation de sécurité de moyens ou de résultat. Nous étudierons seulement les obligations de sécurité de résultats et de moyens à travers différents contrats représentatifs.

I./ Obligation de sécurité de moyens

L'obligation de sécurité de moyens oblige le créancier d'un contrat à effectuer tous les efforts possibles afin de tendre vers un résultat espéré, en l'occurrence la sécurité du débiteur. Il ne peut cependant lui être reproché qu'un manquement à ces efforts mais aucunement la non atteinte du résultat. Le créancier sera alors jugé sur "*l'effort de l'homme*", notion introduite par *J. Frossard*, c'est l'effort qu'il a entrepris afin de tendre vers le résultat recherché. Quand bien même ce résultat ne serait pas atteint et que preuve a été faite qu'il a pris toutes les mesures et entrepris tous les efforts pour y parvenir, il ne peut, en principe, être tenu responsable et condamné au versement de dommages et intérêts en vertu de l'article 1147 du code civil.

a Hotellerie / bar / restauration

Le responsable d'un hôtel, d'un restaurant ou d'un débit de boisson est en principe tenu, vis à vis de sa clientèle, d'une obligation de sécurité de moyens. Il est aisément compréhensible en effet, qu'il ne pourrait que difficilement garantir la sécurité effective de ses clients compte tenu des caractéristiques propres de son activité, pouvant présenter des risques de sécurité. Pour ne prendre que deux exemples, il serait difficile à un tenancier d'un débit de boisson d'empêcher toute altercation qui puisse constituer un risque pour la sécurité de sa clientèle. Il ne peut se prémunir de tout risque pouvant être causé par l'intervention d'un tiers. L'intervention d'un tiers est à ce titre considéré par la jurisprudence comme un élément hors du contrôle d'un gestionnaire d'un hôtel, bar ou restaurant ne pouvant engager sa responsabilité en cas d'accident. (*CA Paris, 14 mars 2000 : juris-Data n°2000-118201*). Il ne peut encore que difficilement empêcher ses clients de se blesser avec un verre ou une bouteille sans surveiller chacun de ces derniers à tout moment, ce qui nécessiterait

l'embauche d'un nombre conséquent d'employés et représenterait un coût très élevé, ce qui compromettrait la viabilité économique de l'établissement. La jurisprudence a d'ailleurs établi que la responsabilité du créancier ne peut être engagée si le débiteur se blesse avec des biens nécessaires à l'exécution de l'obligation principal (*CA Papette, 17 nov. 2005 : juris-data n°2005-293914*)

Il peut cependant être tenu, dans certains cas, à une obligation de sécurité de résultat envers cette même clientèle. Ainsi, sa responsabilité peut être engagée en cas de chute d'un client causée par la rupture d'une de ses chaises. Le client est en effet en mesure d'attendre la garantie de la solidité d'un élément de mobilier de ce type (*1 ère chambre civile, 2 juin 1981, Bull. civ. I N° 189*)

b Compétitions et activités sportives

Les organisateurs de compétitions sportives sont eux aussi tenus, en principe, d'une obligation de moyens envers leurs adhérents. (*cass, 1ère civ., 12 Juin 1990 : jcp 90, IV, 307*) On comprend une nouvelle fois qu'il serait des plus difficile de prétendre garantir leur sécurité. Une obligation de sécurité de résultat compromettrait la tenue de telles rencontres tant elle serait contraignante pour ses organisateurs, engagerait régulièrement leur responsabilité civile et pourrait les contraindre au paiement de dommages et intérêts. On imagine aisément que personne ne souhaiterait prendre un tel risque. On comprend d'autant mieux qu'une obligation de sécurité de résultat envers les organisateurs de compétitions sportives, ne pourrait être envisageable dans les sports où le contact avec les autres joueurs est fréquent. Comment pourrait un responsable d'un club de rugby garantir qu'aucun accident ou aucune blessure ne soit occasionnée à un de ses joueurs lors d'un entraînement ou un match, compte tenu de l'importance que tient le placage dans ce sport. Ces organisateurs doivent cependant mettre en place tous les moyens à leur disposition afin de favoriser la sécurité.

Cependant, ces derniers peuvent être également tenus d'une obligation de sécurité de résultat. Ainsi, envers les spectateurs payants, les organisateurs sont tenus d'une obligation de résultat (*Ca Toulouse, 14 mai 2002, juris-Data n°2002-183877*) On comprend ici, que les spectateurs payant un droit d'entrée au stade sont en mesure d'attendre et même d'exiger des organisateurs la garantie de leur sécurité effective. Pour les compétitions de moindre importance, les organisateurs ne sont cependant tenus, envers les spectateurs venus assister gratuitement à un match que d'une obligation de sécurité de moyens.

Les organisateurs d'une activité sportive, sont également tenus, en principe, d'une obligation de sécurité de moyens. Comme nous l'avons précédemment évoqué, les risques inhérents à la pratique même d'un sport sont tels, qu'il semble difficile d'obliger les organisateurs de cette activité à un résultat quant à la sécurité.

Cependant, il peut peser sur les organisateurs d'une activité sportive, dans certains cas précis, une obligation de sécurité de résultat. Il en est ainsi par exemple, comme l'a rappelé la cour de cassation, dans le cas d'une initiation au parapente biplace. Au cas d'espèce, l'utilisateur ne joue aucun rôle actif durant le vol, et sa sécurité est donc garantie par le seul moniteur, qui se doit de disposer des connaissances et des compétences techniques suffisantes pour la garantir. (*cass. 1ère chambre civile, 21 oct 1997, Bulletin I, n°287 p.193*)

II./ Obligation de sécurité de résultat

Contrairement à l'obligation de moyen, l'obligation de résultat oblige à l'atteinte d'un résultat précis. Peu importe les moyens et les efforts qu'un débiteur a pu mettre en œuvre, si ce résultat n'est pas atteint, il a failli à ses obligations, et peut donc être tenu civilement responsable et condamné à des dommages et intérêts en vertu de l'article 1147 du code civil. Les obligations de résultat sont bien plus nombreuses que celles de moyen. On peut en effet comprendre qu'un créancier attend plus particulièrement un résultat précis et que les moyens

mis en œuvre pour y parvenir lui importent peu. Ce qu'il est en mesure d'attendre rentre d'ailleurs pleinement en considération dans la classification des obligations de résultat et de moyens apporté par Demogue.

a Transporteur

Un transporteur est en principe tenu d'une obligation de sécurité de résultat envers son cocontractant. Il doit donc garantir sa sécurité, durant l'exécution du contrat principal. Cette obligation représente une garantie importante pour le créancier. La responsabilité du débiteur ne peut cependant être engagée, au titre de l'article 1147 du code civil, que durant l'exécution du contrat principal, à savoir le transport effectif du passager d'un point déterminé à un autre. Dans le cas d'un accident survenant avant ou après l'exécution de ce contrat principal, il peut cependant voir sa responsabilité délictuelle engagée. Ainsi, la victime d'un accident corporel grave, survenu à la suite de sa descente d'un train sous la responsabilité de la Société Nationale des chemins de fer français, n'a pu se fonder sur l'article 1147 du code civil afin d'engager la responsabilité de cette société. (*cassation, première chambre civile, 7 mars 1989 bull. I, n°118 P.77*) En effet le contrat principal qui la liait était achevé. La cour de cassation a cependant reconnu qu'elle était parfaitement fondée à engager la responsabilité délictuelle de la SNCF sur les fondements de l'article 1384 du code civil.

D'autre part, un transporteur peut se voir exonéré de son obligation de sécurité de résultat quand le créancier commet une faute. Cette faute doit cependant présenter les caractères de force majeure (*cassation, 1ère chambre civile, 13 mars 2008 bull. I n°76*). Dans un tel cas, l'exonération de cette obligation ne peut être que totale.

b Exploitants télésiège et de remonte pente

La nature d'une activité liant un usager à un exploitant de télésiège ou de remonte pente est une activité de transport à part entière. En ce sens, l'obligation de sécurité pesant sur son exploitant est, par principe une obligation de résultat. Ainsi, la chute de l'usager d'un télésiège lors même de l'exécution du contrat principal engage la responsabilité de l'exploitant, qui est tenu au cas d'espèce à une obligation de sécurité de résultat (*cass. 1ère chambre civile, 11 juin 2002, JurisData : 2002-014738*) Il en aurait été autrement, si la chute avait eu lieu lors de l'arrivée de ce télésiège, car cette arrivée demande une participation active de l'usager. La jurisprudence énonce ainsi différents facteurs pouvant limiter les obligations de sécurité d'un débiteur en cas d'accident. La participation active du créancier à l'opération de transport est le premier critère. Cette participation rend des plus difficile la garantie de sécurité de l'usager. Il est en effet difficilement concevable qu'un transporteur gérant des remontées mécaniques puisse contrôler la sécurité effective de tous les usagers, compte tenu de leur participation active. Le risque zéro ne peut donc en aucun cas être garanti dans ce type d'activité. Ainsi, une personne s'étant coupé le doigt à la fin de sa remontée d'une piste de ski, n'a pu engager la responsabilité des exploitants de cette machine (*cassation, 1ère chambre civile, 4 nov 1992 Bull.I n°277 p.181*), sa participation active était requise durant cette opération de transport, et, bien que les responsables de cette machine, aient réalisés tous les efforts en leur pouvoir afin de faciliter la sécurité des usagers, il leur a été impossible de garantir sa sécurité. L'obligation pesant sur eux, n'est donc plus une obligation de sécurité de résultat mais de moyens.

* * *

Différentes obligations contractuelles de sécurité naissent lors de la formation d'un contrat. En principe, le type de contrat liant les parties nous indique si l'obligation de sécurité du débiteur est une obligation de résultat ou de moyens. Cependant, en cas d'accident, différents critères doivent être appréciés par le juge pour condamner le débiteur

ou non, au versement de dommages et intérêts en vertu de l'article 1147 du code civil. Ce dernier pourra alors confirmer que le débiteur était au cas d'espèce tenu de l'obligation de principe (résultat ou moyen) applicable à ce type de contrat, ou bien au contraire estimer qu'au vu de différents critères (circonstances de l'accident, qualité des contractants...) il n'était pas tenu de cette obligation de principe.